

Zeitschrift: Energieia : Newsletter de l'Office fédéral de l'énergie
Band: - (2010)
Heft: 2

Artikel: "Il faut des centrales et des réseaux de transport d'électricité" :
Interview
Autor: Leuenberger, Moriz / Zünd, Marianne
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-641919>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 23.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



«Il faut des centrales et des réseaux de transport d'électricité»

Les «Powertage» se dérouleront du 1^{er} au 3 juin 2010 à la Foire de Zurich pour la quatrième fois. En vue de ce salon spécialisé qui est devenu un lieu de rencontre incontournable de l'industrie électrique suisse, le conseiller fédéral Moritz Leuenberger évoque dans cette interview à *energie* le futur de l'approvisionnement électrique en Suisse, la libéralisation du marché de l'électricité, le développement des infrastructures et le rôle de notre pays au sein de l'Europe.

Monsieur le conseiller fédéral, vous voyagez beaucoup en ce moment pour des questions d'approvisionnement énergétique et de protection climatique, mais les résultats concrets au plan international semblent parfois assez minces. Pourquoi?

A Copenhague, au sommet de l'ONU sur le climat, j'espérais moi aussi des objectifs contraignants. Mais les pays produisant plus de 90% des gaz à effet de serre ont néanmoins fait des déclarations concrètes qu'il ne faut pas sous-estimer. Comme le montre la concurrence entre les Etats-Unis et la Chine, qui se livrent une lutte d'influence et de prestige sans merci, la politique climatique est avant tout une politique économique. Actuellement, nous posons partout des jalons.

Mi-janvier, j'ai discuté par exemple à Séville avec les ministres européens de l'énergie d'un nouveau plan d'action fixant des objectifs et des mesures concrètes pour l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et l'extension des infrastructures énergétiques.

Comment voyez-vous le rôle de la Suisse dans les discussions internationales?

«L'EUROPE SE CONSTRUIT PAR SES INFRASTRUCTURES: CELA VAUT AUSSI POUR L'ÉLECTRICITÉ. A L'AVENIR AUSSI, NOUS POURRONS JOUER UN RÔLE IMPORTANT EN TANT QUE PLAQUE TOURNANTE, MAIS SEULEMENT SI NOUS CONTRIBUONS À LA MISE EN PLACE POLITIQUE ET TECHNIQUE DES NOUVELLES STRUCTURES.»

Il faut sans cesse rappeler dans notre pays que nos partenaires internationaux apprécient beaucoup notre collaboration, en particulier nos contributions en matière de recherche et d'économie. Grâce aux technologies de pointe dans le domaine de l'énergie et de l'environnement, le potentiel de notre économie pourra être exploité dans les futurs marchés du développement durable. En investissant dans les technologies utilisant des énergies renouvelables, nous créons de

nouveaux emplois à haute valeur ajoutée et nous réduisons notre dépendance aux énergies fossiles, pétrole et gaz, ce qui n'est que bénéfique pour nous tous.

Aujourd'hui, le mix énergétique suisse est encore dominé par les énergies fossiles: deux tiers de nos besoins énergétiques sont couverts par le pétrole et le gaz naturel, un

quart par de l'électricité d'origines diverses et le reste provient de déchets, de bois et d'autres sources renouvelables. Est-ce un mix durable?

Le passage complet aux énergies renouvelables ne se fera pas d'un jour à l'autre. Mais avec des règles contraignantes, il peut être un succès pour tous. Par exemple, il existe aujourd'hui des maisons à énergie nulle, voire positive. La politique peut considérer cet état de la technique comme une norme légale. Et

INTERNET

Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication
DETEC:

www.uvek.admin.ch

Office fédéral de l'énergie OFEN:
www.bfe.admin.ch

un jour peut-être, plus personne ne pourra imaginer que les bâtiments étaient chauffés au mazout.

La part de l'électricité à la consommation énergétique globale augmente, en raison de l'augmentation de la population, de la reprise économique escomptée, du nombre croissant d'appareils utilisés au quotidien mais aussi parce que nous remplaçons des énergies fossiles par de l'électricité, notamment à travers les pompes à chaleur ou les véhicules électriques. Comment couvrir cette demande électrique supplémentaire?

Il faut augmenter l'efficacité électrique et mettre un terme au gaspillage, dû par exemple aux pertes en mode veille ou aux appareils électriques énergivores bon marché. C'est pourquoi nous interdisons les gros dévoreurs d'énergie. Le Conseil fédéral reste toutefois convaincu que nous avons besoin de grandes centrales, du moins pour les prochaines décennies. Nous devons fixer les conditions cadres dès à présent. Nous ne pouvons pas nous permettre de construire de nouvelles centrales nucléaires et ensuite

tant que plaque tournante, mais seulement si nous contribuons à la mise en place politique et technique des nouvelles structures. C'est la condition sine qua non pour que la force hydraulique suisse puisse compenser les fluctuations de la production d'électricité issue des éoliennes et des installations solaires européennes.

En Suisse, les infrastructures énergétiques ne suffiront pas à relever le défi d'une nouvelle augmentation de la consommation d'électricité à long terme. L'extension indispensable du réseau à haute tension avance très lentement à cause des nombreuses oppositions aux projets. Que pensez-vous de cette situation?

Effectivement, chaque mètre de ligne à haute tension se heurte à des oppositions. Il s'agit d'un conflit d'intérêts classique: personne ne souhaite une panne générale, le réseau devrait donc être développé en conséquence, mais cela entre en conflit avec la protection du paysage. On se dispute depuis plusieurs décennies au sujet du tracé de certains projets. Nous testons actuellement

«NOUS NE POUVONS PAS NOUS PERMETTRE DE CONSTRUIRE DE NOUVELLES CENTRALES NUCLÉAIRES ET ENSUITE NOUS REPOSER SUR NOS LAURIERS PENDANT DES DÉCENNIES.»

nous reposer sur nos lauriers pendant des décennies, d'autant plus que la gestion des déchets radioactifs n'est pas encore définitivement résolue. La Suisse manquerait alors le tournant énergétique européen et mondial. Par ailleurs, l'approvisionnement électrique ne requiert pas uniquement assez de centrales mais il faut aussi des réseaux de transport adaptés. Notre pays n'est pas une île et nous profitons de notre interconnexion avec l'Europe en matière d'économie et de technique d'approvisionnement.

A propos d'Europe, comment voyez-vous le futur rôle de la Suisse dans l'Europe de l'électricité?

«L'Europe se construit par ses infrastructures»: cela vaut aussi pour l'électricité. Le marché de l'électricité en Europe est toujours plus centralisé. L'année dernière, l'UE a voté un nouveau paquet de mesures pour le futur développement de son marché intérieur de l'énergie. Lors des actuelles négociations pour un accord bilatéral sur l'électricité, l'UE nous a signalé qu'elle souhaitait la participation de la Suisse. A l'avenir aussi, nous pourrions jouer un rôle important en

un nouveau schéma d'évaluation permettant de comparer avec la plus grande objectivité possible les variantes «aérienne» et «en câble».

Un nouveau phénomène est l'opposition, parfois assez forte, contre les centrales «vertes» telles que les éoliennes ou les petites centrales hydroélectriques. Qu'en pensez-vous?

Toute construction d'infrastructures génère des conflits d'objectifs entre l'esthétique et la protection des personnes et de la nature ainsi que le désir de produire de l'électricité. Si tous les intéressés interviennent de manière constructive, nous trouvons généralement de bonnes solutions. Finalement, chacun se rend compte qu'en s'opposant obstinément à n'importe quelle installation indigène renouvelable, on favorise l'importation de courant étranger issu du nucléaire, du charbon ou du gaz, ce qui n'est dans l'intérêt de personne. C'est pourquoi nous devrions regarder au-delà de la toiture solaire ou de l'installation hydroélectrique projetée.

Que répondez-vous à ceux qui disent que la procédure d'autorisation de construire pour les nouvelles centrales nucléaires est trop lente?

Mon département traite cette procédure d'autorisation aussi vite que possible. Nous avons une loi sur l'énergie qui définit les procédures avec une grande précision. Cette loi a été élaborée après plusieurs années de discussions. Elle prévoit suffisamment de temps pour l'examen des demandes et la participation des cantons.

Voici plus d'une année que le marché suisse de l'électricité est ouvert pour les gros consommateurs. Depuis, les prix n'ont pas baissé mais augmenté. Etes-vous surpris?

En même temps que l'ouverture du marché, nous avons édicté des prescriptions sur la constitution de réserves de courant pour éviter les pannes générales, alors que l'électricité se fait rare dans toute l'Europe provoquant ainsi un renchérissement. Aucune loi naturelle ne dit que les prix baissent forcément avec la libéralisation. Libéralisation signifie simplement que dans le marché libre, les prix se fixent en fonction de l'offre et de la demande. Ils peuvent donc aussi augmenter. En Suisse, l'ouverture du marché de l'électricité est influencée par divers phénomènes qui touchent également toute l'Europe. Dans notre pays, l'offre d'électricité n'est plus que légèrement supérieure à la demande, alors que dans certains pays européens, la demande dépasse même nettement l'offre. Les denrées rares coûtent plus cher. Les investissements pour le remplacement et l'extension des centrales et des réseaux tardent à se concrétiser, ce qui renchérit aussi l'offre. Par ailleurs, tous les gouvernements européens s'engagent pour le développement du courant vert, ce qui ne fait pas baisser les prix. Mais comme les hausses de prix étaient très importantes, le Conseil fédéral et le régulateur, la Commission de l'électricité, ont dû procéder à une correction.

Interview: Marianne Zünd

powertage

Davantage sur les Powertage en page 15.